



## Arrêt

n° 121 489 du 27 mars 2014  
dans l'affaire X / III

- En cause :
1. X,
  2. X, agissant en leur nom propre en qualité de représentants légaux de leurs enfants :
  3. X,
  4. X,

Ayant élu domicile : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté.

### LE PRESIDENT F.F. DE LA III<sup>e</sup> CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 12 décembre 2013 par X et X, agissant en leur nom propre et en qualité de représentants légaux de leurs enfants, X et X, tous les quatre de nationalité kosovare, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision prise à leur égard par Madame la Secrétaire d'état à l'asile et la migration, à l'Intégration sociale et à la lutte contre la pauvreté (...) notifiée le 15 novembre 2013 (...) ainsi que la décision d'ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée de 3 ans prise en son encounter et notifiée le même jour* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 27 février 2014 convoquant les parties à comparaître le 25 mars 2014.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me P. KAYIMBA KISENGA, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me M. DE SOUSA loco Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

#### 1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le premier requérant est arrivé en Belgique le 14 août 1999 et a introduit quatre demandes d'asile, lesquelles se sont clôturées négativement.

**1.2.** Le 2 mars 2011, la requérante et ses enfants ont déclarés être arrivés sur le territoire belge et ont introduit deux demandes d'asile, lesquelles se sont également clôturées négativement.

**1.3.** Le 16 juin 2011, un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13quinquies) est pris à l'égard de la deuxième requérante. Le recours introduit contre cette décision a été rejeté par l'arrêt n° 70.747 du 28 novembre 2011.

**1.4.** Le 12 octobre 2011, ils ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, auprès de l'administration communale de Saint-Gilles.

**1.5.** Le 16 février 2012, ils ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, laquelle a été déclarée irrecevable le 22 mai 2012.

**1.6.** Le 19 septembre 2012, un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13quinquies) a été pris à l'égard du premier requérant.

**1.7.** Le 21 septembre 2012, un ordre de quitter le territoire – demandeur d'asile (annexe 13quinquies) a été pris à l'égard de la deuxième requérante.

**1.8.** En date du 12 décembre 2012, la partie défenderesse a pris une décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour introduite le 12 octobre 2011, notifiée aux requérants le 15 novembre 2013.

Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

**« MOTIFS :**

*La demande n'était pas accompagnée d'un document d'identité requis, à savoir (une copie du) le passeport international, ou un titre de voyage équivalent, ou (une copie de) la carte d'identité nationale, ni d'une motivation valable qui autorise la dispense de cette condition sur base de l'article 9bis, § 1 de la loi du 15.12.19890, tel qu'inséré par l'art. 4 de la loi du 15.09.2006.*

*En effet, les intéressés joignent premièrement l'attestation d'immatriculation de Monsieur S., F.. Néanmoins, cette attestation, comme elle le mentionne sur sa première page, « ne constitue en aucune façon un titre d'identité ou un titre de nationalité ».*

*En outre, notons que le requérant n'est pas dispensé de répondre à l'obligation documentaire légale puisque, à l'introduction de la présente demande, aucune procédure d'asile n'était en cours.*

*En outre, les requérants joignent deux traductions jurées du certificat de naissance de Mme S., R. (émanant des Nations Unies, mission d'administration intérimaire des Nations Unies du Kosovo). Or, le certificat (copie) de naissance (sans photo) joint en annexe de la demande d'autorisation de séjour n'est en rien assimilable aux documents repris dans la circulaire du 21/06/2007 (sur ce point, la circulaire renvoie également à l'exposé des motifs commentant l'article 4 de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ainsi qu'à l'article 7 de l'Arrêté royal du 17/05/2007 fixant des modalités d'exécution de la loi du 15/09/2006 modifiant la loi du 15/12/1980) ni, du reste, de nature à dispenser les intéressés de se procurer en Belgique le document d'identité requis, comme prévu à l'article 9bis §1. A cet égard, l'on se réfère à l'arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers numéro (...) en date du 29.10.2010.*

*Enfin, les intéressés n'indiquent pas qu'ils ne pourraient se procurer un document d'identité requis. Il s'ensuit que les intéressés doivent effectuer toutes les démarches nécessaires pour satisfaire à l'obligation documentaire légale inhérente à la présente demande.*

*Dès lors la requête est déclarée irrecevable ».*

**1.9.** A la même date, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée à l'égard de la requérante et de ses enfants.

Cet ordre est motivé comme suit :

*« En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 précitée ;*

*O 2° il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé : L'intéressée n'a pas été reconnue comme réfugiée par décision de refus de séjour de la part du Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides en date du 05.05.2011 et par décision confirmative de refus de séjour de la part du Conseil du contentieux des Etrangers en date du 25.04.2012;*

*□ en application de l'article 74/14, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée :*

*○ 4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : l'intéressée n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire (Annexe 13quies) délivrée par l'Office des Etrangers lui notifié en date du 27.09.2012 ;*

*(...)*

#### **INTERDICTION D'ENTREE**

*□ En vertu de l'article 74/11, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de 3 ans (maximum trois ans) :*

*O 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie : l'intéressée n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire ( Annexe 13quies) délivrée par l'Office des Etrangers lui notifié en date du 27.09.2012 ;».*

*□ en application de l'article 74/14,§3, de la loi du 15 décembre 1980 précitée :*

*O 4° le ressortissant d'un pays tiers n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement : l'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire (annexe 13quies) lui notifié en date du 24.09.2012.*

#### **INTERDICTION D'ENTREE**

*□ En vertu de l'article 74/11, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de 3 ans (maximum trois ans) :*

*O 2° l'obligation de retour n'a pas été remplie : l'intéressé n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire (annexe 13quies) lui notifié en date du 24.09.2012 ».*

**1.10.** A la même date, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée à l'égard du premier requérant.

Cet ordre est motivé comme suit :

*« En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 précitée,;*

*O 2° Il demeure dans le Royaume au-delà du délai fixé conformément à l'article 6, ou ne peut apporter la preuve que ce délai n'est pas dépassé : L'intéressée n'a pas été reconnu comme réfugiée par décision de refus de séjour de l'Office des Etrangers en date du 22.12.2000, par renonciation de la part de l'intéressé en date du 17.01.2011 auprès de l'Office des Etrangers, par renonciation de la part de l'intéressé en date du 04.05.2011 auprès de l'Office des Etrangers et par décision confirmative de refus de séjour de la part du Conseil du contentieux des Etrangers en date du 25.04.2012 . ».*

**1.11.** Le 17 janvier 2013, la deuxième requérante a introduit une nouvelle demande d'asile en son nom et au nom de ses enfants, laquelle a fait l'objet d'une décision de prise en considération d'une demande d'asile le jour même.

**1.12.** Le 22 avril 2013, les requérants ont introduit une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 ter de la loi précitée du 15 décembre 1980.

## **2. Remarque préalable.**

**2.1.** Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève l'irrecevabilité du recours pour défaut de connexité dès lors que le recours est introduit contre la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 et contre un ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée.

**2.2.** Il convient de rappeler que ni les dispositions de la loi précitée du 15 décembre 1980, parmi lesquelles spécialement l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, 2°, ni le Règlement fixant la procédure devant le Conseil du contentieux des étrangers, ne prévoient qu'un recours puisse porter devant le Conseil de céans la contestation simultanée de plusieurs actes distincts.

Une requête unique qui tend à l'annulation de plusieurs actes n'est recevable que s'il existe entre eux un lien de connexité tel que, s'ils avaient fait l'objet de plusieurs requêtes séparées, les requêtes auraient pu être jointes. Il n'y a pas de connexité entre deux objets lorsque l'annulation de l'un resterait sans effet sur l'autre. S'il n'y a pas de connexité entre le premier acte attaqué et les autres objets de la requête, seul le premier objet du recours doit être examiné. En règle, le principe de l'interdiction d'introduire plusieurs actions par un seul recours ne souffre de dérogation que si les éléments essentiels de plusieurs actions s'imbriquent à ce point qu'il s'indique, pour éviter la contradiction entre plusieurs décisions de justice ou pour satisfaire à d'autres exigences inhérentes à une bonne administration de la justice, d'instruire comme un tout et de statuer par une seule décision.

**2.3.** En l'espèce, le Conseil constate que l'ordre de quitter le territoire avec interdiction d'entrée pris le 12 décembre 2012 a été pris dès lors que la deuxième requérante « *n'a pas obtempéré à l'ordre de quitter le territoire (Annexe 13quies) délivrée par l'Office des Etrangers lui notifié en date du 27.09.2012* » et concernant le premier requérant parce qu'il « *n'a pas obtempéré dans le délai imparti à une précédente décision d'éloignement (...) l'ordre de quitter le territoire (annexe 13quiesà-) lui notifié en date du 24.09.2012* ». Il en va de même en ce qui concerne l'interdiction d'entrée qui assortit l'ordre de quitter le territoire. Ainsi, il convient de relever que ces ordres de quitter le territoire avec interdiction d'entrée ne font aucunement référence à la demande d'autorisation de séjour introduite sur la base de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Par ailleurs, le Conseil relève également que le présent recours ne contient de griefs qu'à l'encontre de la décision d'irrecevabilité de la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980. Dès lors, à la lumière de ces éléments, le Conseil relève que les requérants n'ont nullement démontré un lien de connexité entre ces deux actes.

Par conséquent, le recours doit être déclaré irrecevable en ce qu'il est dirigé contre les ordres de quitter le territoire avec interdiction d'entrée pris le 12 décembre 2012 et notifiés le 15 novembre 2013.

## **3. Exposé du moyen d'annulation.**

**3.1.** Les requérants prennent un moyen unique de « *la violation des articles 9 bis et 62 de la loi du 15/12/1980, la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation des actes administratifs, la violation du principe de bonne administration, la violation du principe de proportionnalité, la violation du principe de la foi due aux actes et l'erreur manifeste d'appréciation* ».

**3.2.** Ils rappellent que, selon les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006 ayant introduit l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, l'exigence de la production d'un document

d'identité vise la production d'un passeport ou d'un titre de voyage équivalent ou d'une carte d'identité. En outre, il en ressort également que la demande d'autorisation de séjour ne peut être déclarée irrecevable que si l'identité de la personne est incertaine.

Par ailleurs, la circulaire du 21 juin 2007 concernant les modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006 explique que sont acceptés comme documents d'identité un passeport international reconnu ou un titre de voyage équivalent ou une carte d'identité nationale. Ils ajoutent qu'est considérée comme suffisante la motivation de la décision leur permettant de connaître des raisons qui l'ont déterminée.

Ainsi, ils soulignent avoir déposé à l'appui de leur demande d'autorisation de séjour la copie de deux traductions jurées du certificat de naissance de la deuxième requérante, émanant des Nations Unies. Or, ils constatent que la partie défenderesse ne les a pas pris en considération, notamment au motif que ces documents ne sont pas assimilables aux documents repris dans la circulaire du 21 juin 2007.

Or, ils estiment que l'acte de naissance émanait de service des Nations Unies et devait permettre à tous les Etats de constater valablement l'identité de la personne à qui il a été délivré. Il en est d'autant plus ainsi que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides a reconnu ce document comme permettant d'identifier la deuxième requérante. Ils relèvent que ce document contient toutes les données d'identification qui figurent sur un document d'identité officiel.

Dès lors, compte tenu de la *ratio legis* de l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980, la partie défenderesse ne peut se limiter à rejeter les documents produits au motif qu'ils ne sont pas assimilables aux documents repris dans la circulaire du 21 juin 2007 mais doit expliquer les raisons pour lesquelles leur identité demeure incertaine ou imprécise. Ils considèrent que les documents démontrent à suffisance leur identité.

Ils précisent également que les décisions doivent tenir compte de tous les éléments de la cause sur un plan factuel et juridique, sous peine de commettre une erreur manifeste d'appréciation.

#### **4. Examen du moyen d'annulation.**

**4.1.** A titre liminaire, le Conseil relève que les requérants invoquent une violation du principe de proportionnalité, de bonne administration et de la foi due aux actes. A cet égard, il convient de rappeler qu'il appartient aux requérants non seulement de désigner le principe de droit violé mais également la manière dont il l'aurait été, ce qui n'a pas été le cas en l'espèce. Dès lors, le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ces principes.

**4.2.** Pour le surplus, le Conseil rappelle que l'article 9bis de la loi règle les modalités afférentes aux demandes de séjour de plus de trois mois introduites dans le Royaume, parmi lesquelles figure l'obligation pour l'étranger qui souhaite introduire une telle demande, de disposer d'un document d'identité.

Les travaux préparatoires de la loi du 15 septembre 2006, ayant introduit cette disposition dans la loi précitée du 15 décembre 1980, précisent à ce titre ce qu'il y a lieu d'entendre par « *document d'identité* ». Il est ainsi clairement indiqué qu'un document d'identité, c'est-à-dire un passeport ou un titre de voyage équivalent, est indispensable : « *la demande d'autorisation de séjour ne pouvant être que déclarée irrecevable si l'identité d'une personne est incertaine* » (*Doc.Parl.*, Chambre, sess.ord.2005-2006, n° 2478/001, *Exposé des motifs*, p.33).

La circulaire du 21 juin 2007 relative aux modifications intervenues dans la réglementation en matière de séjour des étrangers, suite à l'entrée en vigueur de la loi du 15 septembre 2006, fait écho à l'exposé des motifs susmentionné et indique que les documents d'identité requis acceptés sont une copie d'un passeport international, d'un titre de séjour équivalent, ou de la carte d'identité nationale.

L'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 a cependant prévu deux exceptions à la condition relative à la production d'un document d'identité et dispose ainsi que la condition que l'étranger dispose

d'un document d'identité n'est pas d'application au demandeur d'asile dont la demande d'asile n'a pas fait l'objet d'une décision définitive ou qui a introduit un recours en cassation administrative déclaré admissible conformément à l'article 20 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, et ce jusqu'au moment où un arrêt de rejet du recours admis est prononcé, et à l'étranger qui démontre valablement son impossibilité de se procurer en Belgique le document d'identité requis.

En outre, le Conseil rappelle également l'obligation de motivation formelle n'implique pas la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par les requérants. Elle n'implique que l'obligation d'informer les requérants des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels des intéressés.

Il suffit par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre de son contrôle de légalité qu'il est amené à effectuer, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

**4.3.** En l'espèce, le Conseil relève, à la lecture de la décision attaquée, que la partie défenderesse a considéré que « *le certificat (copie) de naissance (sans photo) joint en annexe de la demande d'autorisation de séjour n'est en rien assimilable aux documents repris dans la circulaire du 21/06/2007 (...) ni, du reste, de nature à dispenser les intéressés de se procurer en Belgique le document d'identité requis, comme prévu à l'article 9bis, § 1<sup>er</sup>* ». Les documents produits par la requérante ont donc bien été pris en considération, contrairement à ce que soutient cette dernière en termes de requête.

Ainsi, il ressort de ces documents que l'identité de la deuxième requérante ne peut être établie avec certitude. En effet, non seulement ce document est une copie (et en l'occurrence une traduction) mais de plus, aucune photo de la requérante n'est apposée sur le document. Par ailleurs, il apparaît également qu'une série d'informations ne sont pas contenues dans ces documents et la mention « *non valable* » y apparaît à la place.

Concernant le fait que le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides aurait reconnu ces documents comme étant des documents d'identité valables, le Conseil, à l'instar de la motivation de l'acte attaqué, ne peut que relever les documents produits à l'appui de la demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980 ne sont que des copies ne permettant d'identifier toutes les données personnelles et non l'original qui a été produit à l'appui de la demande d'asile de la requérante. De plus, le Conseil ne peut que constater que les décisions du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides se bornent à relever que la requérante a présenté une carte d'identité délivrée par la MINUK (Mission intérimaire des Nations Unies pour le Kosovo) sans porter d'appréciation sur le caractère probant dudit document se limitant à préciser que cette carte « *permet seulement d'authentifier vos données personnelles* ».

Par ailleurs, le Conseil relève que la requérante n'indique pas qu'elle ne peut se procurer le document d'identité requis ou encore qu'elle soit dispensée de se procurer en Belgique le document d'identité requis sur base des exceptions prévues à l'article 9bis de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Dès lors, c'est à juste titre que la partie défenderesse a estimé que ces documents ne constituaient pas un document d'identité valable et qu'il ne correspondait pas aux documents repris dans la circulaire du 21 juin 2007. En effet, contrairement à ce que prétend la requérante en termes de requête, les documents ne contiennent pas toutes les données d'identification figurant sur un document d'identité officiel.

Par conséquent, la partie défenderesse a correctement motivé la décision attaquée.

5. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation ne peut être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

6. Le recours en annulation étant rejeté par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-sept mars deux mille quatorze par :

M. P. HARMEL,	juge au contentieux des étrangers,
Mme S. DANDROY,	greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. DANDROY.

P. HARMEL.